

**APRÈS LA COP23 « COP DU PACIFIQUE »
(Bonn, 6-17 novembre 2017)
ET LE CRI D'ALARME DE 15000 SCIENTIFIQUES,
UN TOUR DU MONDE DES ENGAGEMENTS POUR ACTUALISER LES FICHES PAYS**

L'Accord de Paris signé à l'issue de la COP21 a acté un système dans lequel les pays s'engagent à « apporter à la table des négociations » des contributions nationales (NDCs), c'est-à-dire des mesures prises dans leur pays, pour participer à l'effort collectif de lutte contre les changements climatiques de réduire les émissions de gaz à effet de serre afin de limiter la hausse moyenne des températures mondiales.. A ce système s'ajoutent des mesures d'aide (financière, taxes et investissements) entre les pays pour l'adaptation et l'atténuation.

Pendant ce temps, de 2014 à 2016, les émissions mondiales de gaz à effet de serre, issues des énergies fossiles, sont restées globalement stables. Mais, en 2017, elles sont reparties à la hausse (augmentation de 2% prévue en fin d'année), essentiellement à cause d'une augmentation des émissions en Chine après deux années de recul. Ces données, présentées au cours des négociations à Bonn pour la COP23 par les études scientifiques, représentent un revers pour l'objectif fixé par l'accord de Paris en 2015.

ONU ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La concentration de dioxyde de carbone (CO₂) dans l'atmosphère a atteint donc un nouveau record et un niveau le plus élevé depuis 800.000 ans, avertit un récent rapport de l'ONU. La concentration a atteint 403,3 parties par millions (ppm) en 2016 alors qu'elle était de 400 ppm en 2015, rapporte l'Organisation météorologique mondiale (OMM) dans son [bulletin annuel sur les gaz à effet de serre](#)¹.

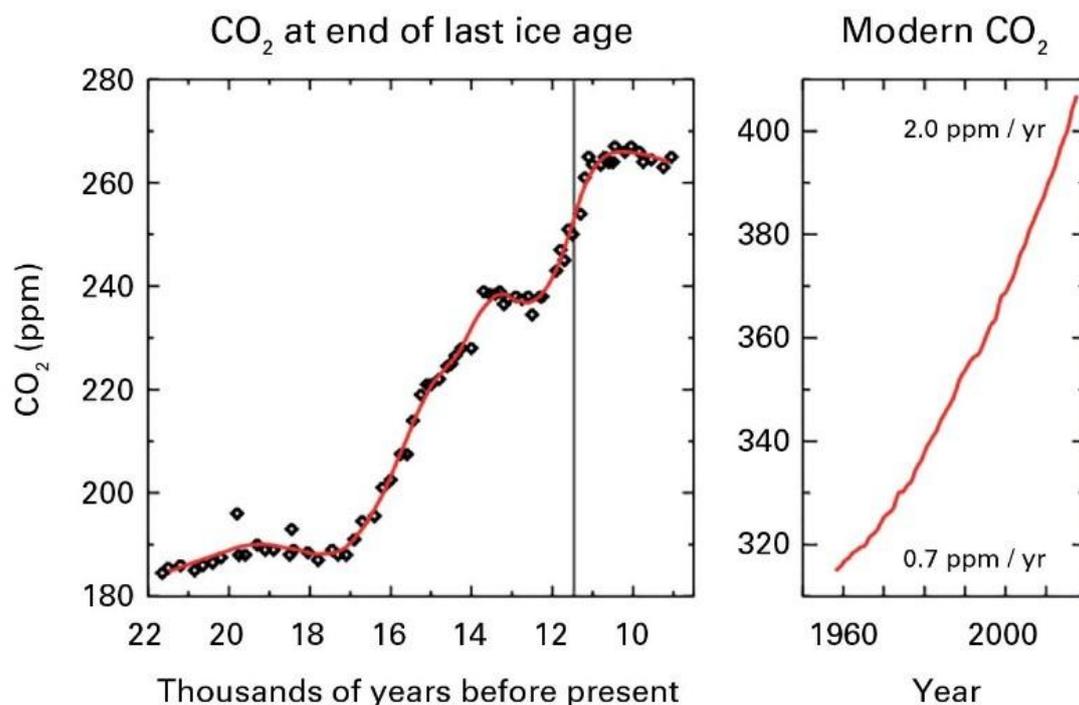
Ce chiffre très inquiétant a suscité **un cri d'alarme inédit de quinze mille scientifiques sur l'état de la planète**, lors de la Cop23 en novembre 2017.

"Les chiffres ne mentent pas. Nos émissions continuent d'être trop élevées et il faut renverser la tendance (...) Nous disposons déjà de nombreuses solutions pour faire face à ce défi. Il ne manque que la volonté politique", a déclaré Erik Solheim, Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE). Publié une semaine avant que ne débutent les négociations sur le climat à Bonn (Allemagne), sous l'égide de l'ONU, le rapport démontre l'importance d'une réponse forte et urgente à l'échelle mondiale pour atteindre les objectifs de [l'Accord de Paris](#).

"Si l'on ne réduit pas rapidement les émissions de gaz à effet de serre, et notamment de CO₂, nous allons au-devant d'une hausse dangereuse de la température d'ici la fin du siècle, bien au-delà de la cible fixée dans l'Accord de Paris sur le climat", a averti le secrétaire général de l'OMM, Petteri Taalas.

¹ Le bulletin annuel sur les gaz à effet de serre est basé sur les observations de l'Organisation météorologique mondiale qui rend compte de l'évolution de la concentration atmosphérique des principaux gaz à effet de serre et sert de système d'alerte en détectant tout changement des principaux facteurs du changement climatique.

Selon l'Accord de Paris, les pays sont convenus de maintenir la hausse de la température moyenne mondiale bien en deçà de 2 °C par rapport à l'ère pré-industrielle et si possible à 1,5 °C, afin d'éviter les effets les plus néfastes du changement climatique. Il convient de rappeler que la température moyenne mondiale a déjà augmenté d'environ 1°C depuis lors.



Selon l'OMM, cette "montée en flèche" du niveau de CO₂ est due à "la conjonction des activités humaines et d'un puissant épisode El Niño". La teneur de l'atmosphère en dioxyde de carbone représente désormais 145% de ce qu'elle était à l'époque pré-industrielle (avant 1750), en méthane 257% et en protoxyde d'azote au-dessus de 122%.

Le rapport souligne que des niveaux rapidement croissants de CO₂ et d'autres gaz à effet de serre dans l'atmosphère pourraient provoquer à l'avenir des phénomènes climatiques plus extrêmes et conduire à de graves bouleversements écologiques et économiques.

Commentant les conclusions du rapport, Dave Reavy, professeur de gestion du risque carbone à l'université d'Edimbourg affirme : "Ces données devraient faire retentir la sonnette d'alarme dans les coulisses du pouvoir. Tandis que le dérèglement climatique s'intensifie, nous savons que la capacité du sol et des océans à absorber les émissions de CO₂ s'affaiblira. Il est encore temps d'agir pour faire baisser ces émissions et exercer dessus un certain contrôle, mais si nous attendons trop longtemps, l'Humanité sera comme un passager embarqué sur une voie sans retour vers un changement climatique terrifiant.

L'accroissement de la population, l'agriculture intensive et la déforestation, l'industrialisation et le recours aux énergies provenant des combustibles fossiles sont les principaux facteurs de l'augmentation des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

CE QU'IL FAUT RETENIR DE LA COP23

Le consortium scientifique «Global Carbon Project» a révélé que les émissions globales de CO2 étaient reparties à la hausse en 2017, après trois ans de pause. Il est donc urgent d'accélérer le mouvement :

Réaffirmer les engagements de l'accord de Paris pour limiter le réchauffement de la planète en dessous des 2°C annuels.

Les pays participant sont parvenus à un accord pour lancer un processus de "dialogue" appelé «dialogue de Talanoa» (le terme fidjien talanoa signifiant «parler avec le cœur») afin d'évaluer le chemin qu'il reste à accomplir si le monde veut rester sous les 2°C de réchauffement. Ce dialogue d'un an commencera en janvier 2018 et "devra être constructif et tourné vers les solutions", a précisé le Premier ministre fidjien Frank Bainimarama. "Il ne devra pas mener à des discussions de nature conflictuelle au cours desquelles des parties seraient ciblées". Il s'agira de dresser fin 2018 un bilan collectif des émissions de gaz à effet de serre et d'encourager les pays à revoir, sur la base du volontariat, leurs engagements, à ce stade insuffisants pour maîtriser le réchauffement global.

Renforcer les engagements l'engagement des pays d'ici la COP24, qui se tiendra fin 2018 à Katowice, en Pologne.

Si les engagements nationaux pris à Paris en 2015 étaient mis en œuvre, ils conduiraient encore le monde à plus de 3°C de réchauffement par rapport à l'ère préindustrielle. L'accord, qui entre en application en 2020, prévoit un mécanisme de révision à la hausse tous les 5 ans des engagements nationaux, avec une première révision obligatoire en 2025.

ONG, experts et défenseurs du climat poussent pour qu'un maximum de pays relèvent leurs ambitions d'ici 2020. Cette année sera "la dernière occasion" de se placer sur la bonne trajectoire, a rappelé le [rapport 2017 de l'ONU sur l'action climatique mondiale](#) publié début novembre.

La COP24, se tiendra à Katowice en Pologne en 2018 :

<http://www.rfi.fr/science/20171117-cop-23-climat-environnement-sortie-charbon-annonce>
http://www.liberation.fr/futurs/2017/11/16/a-la-cop23-alliance-anti-charbon-contre-amerique-pro-charbon_1610411
<http://www.fern.org/fr/campaign/carbon-trading>
<http://climateactiontracker.org/countries/canada/2017.html>

Voir aussi :

- [Après trois ans de stabilisation, les émissions mondiales de CO2 repartent à la hausse en 2017](#)
- <https://cop23.unfccc.int/fr/news/inquietudes-face-au-nouveau-record-de-concentration-de-co2-dans-latmosphere>
- http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/11/13/le-cri-d-alarme-de-quinze-mille-scientifiques-sur-l-etat-de-la-planete_5214185_3244.html#SXQTvi8Pv7PuDXxX
- <http://www.france24.com/fr/20171115-cop-23-macron-europe-appelle-a-compenser-retrait-americain-climat-environnement>
- <https://www.connaissancedesenergies.org/tribune-actualite-energies/cop23-une-nouvelle-cop-de-transition-pour-quel-resultat>
- <https://public.wmo.int/fr/medias/communiqu%C3%A9s-de-presse/mont%C3%A9e-en-fl%C3%A8che-des-concentrations-de-gaz-%C3%A0-effet-de-serre-nouveau>

LES BONS ET LES MAUVAIS ELEVES DU CLIMAT (CAT CLIMATEACTIONTRACKER.ORG/)

Un classement dresse le palmarès des engagements des Etats dans ce domaine. Il réserve des surprises.



Seul pays à décocher du vert: le Maroc. L'Inde et l'Ethiopie sont créditées d'élèves moyens. Quant à l'Arabie saoudite, les USA et la Russie, ils sont les cancre du classement.

Le classement de [Climate Action Tracker](https://climateactiontracker.org/) (CAT), une alliance de quatre organismes de recherche sur le climat qui juge les actions et engagements des Etats. Et surprise: le seul pays à décocher une palme en matière de lutte contre le réchauffement, c'est le Maroc, qualifié même de pays modèle. En effet, ce pays a promis en 2016 de réduire de 42% ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 par rapport à 2010, alors qu'il n'en annonçait que 13% en 2015. En outre, le Maroc veut que plus de la moitié de son électricité soit produite à partir d'énergie renouvelables, notamment solaire, éolienne et hydraulique. Les efforts du Maroc sont tels que son roi, Mohammed VI a même été qualifié de «roi vert».

Bons points

L'Inde, troisième pollueur mondial, décoche aussi étonnamment des bons points. Ceci en raison des 66 millions d'arbres plantés en 12 heures au mois de juillet, sous l'impulsion du Premier ministre Narendra Modi. Un homme qui soutient en outre les projets privés en matière d'énergies renouvelables et qui veut réduire l'emprunte carbone du PIB indien de quelque 35% d'ici à 2030, par rapport à 2005.

L'Ethiopie est également pointée de façon positive par le CAT, puisque ce pays vise une réduction de 64% de ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030, avec des efforts concentrés en particulier dans le secteur forestier.

Bonnets d'âne

Côté mauvais élèves, l'Arabie saoudite promet des réductions de ses émissions de gaz à effet de serre pour autant que leurs revenus pétroliers soient assurés. Si tous les pays suivaient l'approche de l'Arabie saoudite, le réchauffement dépasserait 4°C», selon Climate Action Tracker qui espère désormais beaucoup du prince héritier Mohammed Ben Salman.

Les USA et la Syrie sont également très critiqués puisqu'ils sont les seuls à ne pas soutenir l'Accord de Paris. Donald Trump en particulier subit les foudres de CAT avec en plus la relance de la construction du pipeline Keystone XL et son vœu d'abroger le Clean Power Plan, qui cible les centrales électriques au charbon.

Enfin, le CAT cible également la Russie, l'un des plus gros pays pollueurs et qui aurait le pouvoir de jouer un rôle majeur en matière de politique climatique. Mais Moscou n'a pas encore ratifié l'Accord de Paris non plus. Sans la participation des Etats-Unis, l'accord de Paris ne sera pas opérationnel, avait critiqué Moscou. La Russie prévoit toutefois de ratifier cet accord, mais au plus tôt en janvier 2019.

DEUX ANS APRES LA COP21, LES NOUVELLES FICHES COP23 IN MY CLASSROOM :

Elles permettent d'appréhender les efforts des « grands pollueurs » pour réduire leur impact sur le climat et les demandes des pays les moins avancés.

L'UNION EUROPÉENNE

L'Union européenne s'est affichée comme leader de la lutte contre le réchauffement climatique lors de la Cop21. Deux ans plus tard, elle peine à prendre des mesures fortes qui lui permettrait d'atteindre l'objectif climatique fixés dans l'Accord de Paris. Cet objectif est actuellement de -40% pour 2030 (par rapport à 1990). Compte tenu des augmentations de GES, il devrait être porté à -55% à l'échelle de l'UE.

Or, les négociations climatiques patinent en particulier du fait d'une discordance politique au sein de l'UE : le Parlement européen, la Commission et les Etats-membres n'ont pas les mêmes ambitions climatiques de réductions d'émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030. Les points de désaccord portent sur :

- La diminution de 60% des émissions de gaz à effet de serre (GES) de l'UE (agriculture, transports, bâtiments, gestion des déchets),
- La sortie des énergies du passé : le nucléaire et les énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon, en 2017, l'Europe consomme encore 26% du charbon mondial) ;
- La répartition de l'effort des Etats-membres les plus pollueurs (le marché carbone ou ETS) censée permettre une réduction de 30% à 40%des émissions européennes des GES d'ici 2030.

Il y a une cacophonie en Europe sur la politique de transition écologique. Par exemple, les Pays-Bas abandonnent le charbon et annonce la fin des énergies fossiles d'ici 2030. Tandis que la France recule sur l'objectif de réduire la part du nucléaire (de 75 à 50% d'électricité nucléaire en 2025) et repousse l'objectif de 5 à 10 ans, ce qui déclenche les protestations des ONG pour ce qu'ils considèrent comme un énorme renoncement de la France et une soumission au lobby nucléaire (collusion entre états et industries). De son côté, la sortie du nucléaire programmée par l'Allemagne conduit à une augmentation de l'électricité produite par ses centrales à charbon, et la Pologne tire encore 87% de son électricité de son charbon.

L'UE doit se ressaisir. Elle doit parler d'une seule voix en affichant des objectifs plus ambitieux de financements pour l'adaptation et l'atténuation. La mobilisation citoyenne entend, en ce sens, porter ces demandes en exigeant « [pas un euro de plus !](http://pasuneurodeplus.info/) » pour les projets climaticides et les énergies du passé.

Voir la mobilisation citoyenne :

<http://pasuneurodeplus.info/>

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE - USA

Les Etats-Unis, le 2^{ème} plus gros émetteur mondial de CO2 derrière la Chine, avaient prévu sous Barack Obama de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 26 à 28 % d'ici à 2025 (par rapport aux niveaux des émissions constatées en 2005). Avec l'annonce de Donald Trump du retrait des États-Unis de l'accord de Paris et le « détricotage » de l'héritage de l'administration Obama sur les politiques climatiques nationales qui s'en est suivi, les États-Unis risquent de ne pas atteindre cet objectif. En moins d'un an, Donald Trump a en effet abrogé le *Clean Power Plan*, baissé drastiquement du budget de *l'Environment Protection Agency*, relancé la construction du pipeline Keystone XL, annoncé 1^{er} juin sa décision, pour «protéger les intérêts américains», de sortir de l'accord de Paris sur le climat et confirmé la reprise des projets d'infrastructures climaticides (centrales charbon, gaz de schistes, agriculture intensive, etc.).

Les effets de cette politique se voient déjà. Ainsi, les émissions de CO2 des États-Unis devraient diminuer de 0,4 % en 2017, une baisse plus faible que ces dernières années, conséquence d'un plus grand usage du charbon (selon l'Organisation météorologique mondiale OMM).

L'administration Trump, en retrait de l'accord de Paris et soutien des énergies fossiles, fait figure d'indésirable et de provocateur à la conférence de Bonn sur le climat. Qualifiés d'«*elephant in the room*», les Etats-Unis sont donc seuls face aux 196 signataires du traité.

En dépit de ces décisions dramatiques, beaucoup d'acteurs se mobilisent sur le territoire américain et tentent de faire contrepoids :

- L'initiative « We are still in », forme une délégation qui regroupe plus de 2500 acteurs non étatiques (maires des villes, groupes de sénateurs et de gouverneurs démocrates (Washington, Californie, Oregon etc.), États, universités, entreprises) et qui souhaite « rester dans l'accord de Paris ». La délégation n'hésite pas à négocier directement avec des gouvernements étrangers, histoire de court-circuiter le département d'Etat, qui représente officiellement les Etats-Unis ? car aux *Etats-Unis*, ce sont les *Etats* qui dirigent.
- L'US Climate Alliance, qui regroupe 14 États est en passe d'atteindre ou de dépasser sa part de l'effort de réduction d'émissions de gaz à effet de serre. Ils pèsent à eux seuls 40 % de l'économie américaine. Ligués avec Porto Rico, ils forment aujourd'hui l'«*America's Pledge*», une «contre-délégation» à l'initiative du gouverneur de Californie, Jerry Brown, pour atteindre les objectifs des Etats-Unis prévus par l'accord de Paris. Cette contre-délégation ouvre un dialogue avec le Canada et le Mexique, qui se poursuivra aux différents sommets sur le climat. Jerry Brown s'impose donc comme un des leaders politiques américains dans la lutte contre le changement climatique. Avec son PIB, la Californie est la 6^e puissance mondiale et constitue un adversaire de taille face à Washington sur la question du climat. «*Si nous voulons survivre et protéger notre planète, nous devons radicalement changer notre système de production, clame-t-il. C'est un dur combat, où on fait face à la manipulation politique, où les entreprises des énergies fossiles font tout ce qu'elles peuvent pour contrer nos efforts. Nos ennemis sont puissants. Mais nous sommes ici pour créer de l'enthousiasme, pour lutter contre l'inertie.*»

Tous ces acteurs se sont déplacés à Bonn pour la COP23 et représentent aussi la dynamique américaine. «*Il y a deux Amérique* », résume Laurence Tubiana, une des chevilles ouvrières de l'accord de Paris et désormais présidente de la Fondation européenne pour le climat.

SOURCES :

<https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/mix-energetique-des-etats-unis>
<https://reseauactionclimat.org/trump-retrait-etats-unis-accord-paris/>
<http://www.lemondedelenergie.com/charbon-electricite-fin/2017/11/02/>
<http://lenergeek.com/2017/06/09/climat-etats-unis-europe-villes-americaines/>
<http://lenergeek.com/2017/07/28/californie-mesures-climatiques-energies-vertes-lutte-pollution/>

LA CHINE ET L'INDE

La Chine et l'Inde ont pris les devants de la transition énergétique et promettent un changement progressif du mix charbon/énergies renouvelables qui n'interrompt pas leur chemin vers la modernité. Le point de vue de la Chine et de l'Inde est d'assurer leur croissance tout en recherchant avec le monde entier des solutions pour utiliser mieux les énergies fossiles et viser un jour à l'éradiquer quand ce sera l'intérêt de tous.

Car la réalité de la Chine et de l'Inde est que ces deux grands pays émergents représentent plusieurs milliards de personnes qui manquent d'énergie électrique et le charbon est l'énergie primaire la moins chère, elle est donc utilisée en priorité pour fabriquer l'électricité². En tête, la Chine consomme la moitié du charbon mondial avec 73% de son électricité, (les USA 40%, l'Europe 26%, et 2% en France).

L'Inde et la Chine, en coalition avec d'autres pays émergents vont donc poursuivre la consommation du charbon tout en promettant de le réduire, mais à leur rythme qui n'est probablement pas celui souhaité par les défenseurs du climat. En parallèle, la Chine et l'Inde négocient avec les pays développés et avec les pays qui veulent émerger pour animer le changement progressif du mix énergétique au niveau mondial, l'objectif étant de les convaincre de l'utilisation rationnelle, efficiente du charbon plutôt que de l'arrêt du charbon. Cela veut dire 1) investir dans la recherche d'une meilleure domestication du charbon (meilleure combustion, mélange charbon et résidus ligneux pour améliorer le mix et favoriser le recyclage de déchet, piégeage du CO₂ émis dans des réservoirs souterrains, appelé CCS pour *Carbon Capture Storage*, utilisation du CO₂ produit par les centrales), 2) gérer le prix du charbon au niveau mondial (les réserves de charbon étant très abondantes, si le prix du charbon diminue, il y a un risque que tel ou tel pays émergent continue à l'utiliser dans des conditions non satisfaisantes pour le reste de la planète, et résiste à la pression des autres parties).

La Chine est le plus gros émetteur mondial de gaz à effet de serre, devant les États-Unis, et représente près de 30 % des émissions. Très critiquée pendant de longues années par les défenseurs du climat, la Chine prend des engagements qui aujourd'hui la positionne comme le leader mondial du développement des énergies renouvelables (en 2016, elle était à l'origine de 40 % de la croissance des énergies renouvelables dans le monde). La consommation de charbon y a diminué entre 2013 et 2016 et de nouveaux projets de centrales à charbon sont abandonnés. La Chine est aussi le pays qui a défendu l'accord de Paris lorsque Donald Trump a annoncé le retrait des États-Unis, en affirmant, via son Premier ministre, que "la Chine maintiendra ses responsabilités concernant le changement climatique". Elle a enfin pris part à de nombreux sommets multilatéraux dans lesquels le climat était au premier plan. Ce fut le cas lors du sommet EU-Canada-Chine en septembre 2017 et du sommet

² Au cours des 25 dernières années sa part est passée de 41% à 47% à cause de la croissance des pays émergents (<http://www.lemondedelenergie.com/charbon-electricite-fin/2017/11/02/>)

EU-Chine en juin dernier. Tout cela est possible dans un pays comme la Chine à la démocratie autoritaire capable de prendre des engagements forts pour contrôler l'utilisation des énergies et accélérer sa modernisation.

Aujourd'hui la puissance chinoise est de plus en plus présente sur la scène internationale, et son positionnement stratégique s'inscrit dans un grand dessein : celui d'un monde « post-américain » et d'un retour à une Chine impériale toute puissante en mer de Chine, et surtout face au Japon. Sa croissance économique la dote d'un levier sur les pays dont elle absorbe la dette – comme récemment en Europe. Ses entreprises d'état investissent massivement à l'étranger dans les secteurs des énergies et des technologies. L'Afrique est un continent où elle est désormais incontournable de l'aide économique.

Cependant, la Chine est une puissance complexe difficile à appréhender. L'abandon progressif des combustibles fossiles n'est pas aussi évident et les émissions de la Chine devraient augmenter de 3,5 % en 2017, du fait d'une plus grande consommation de charbon et d'une croissance économique plus robuste, (selon l'Organisation météorologique mondiale OMM).

L'Inde, troisième pollueur mondial, annonce un nouveau plan climatique et prévoit que les énergies renouvelables dépasseront les autres types d'énergies en 2030. Sous l'impulsion du Premier ministre Narendra Modi, un homme qui soutient les projets privés en matière d'énergies renouvelables et qui n'hésite pas à planter 66 millions d'arbres en 12 heures, l'Inde est en marche pour réduire l'empreinte carbone du PIB de quelque 35% d'ici à 2030, par rapport à 2005. Comme son homologue chinois, le gouvernement indien a renoncé à la construction de nouvelles centrales à charbon. L'Inde est aussi à la tête de **l'alliance solaire internationale**, lancée lors de la COP21.

Certes, ces pays continuent d'être de grands émetteurs de gaz à effet de serre et les énergies fossiles sont loin d'être éradiquées de leur mix énergétique. Mais la tendance économique, ainsi que les préoccupations de santé publique (notamment les questions de pollution de l'air) poussent ces derniers à prendre des mesures de transition très rapides. Les deux pays sont ainsi en passe de dépasser largement leurs engagements prévus avant la COP21, ce qui va sans doute les conduire à réviser à la hausse leurs promesses à partir de 2018.

LE BRÉSIL :

Le Brésil obtient la présidence de la COP25 en 2019.

Avec la coalition des pays émergents, le Brésil a remis l'urgence au cœur des négociations climat en mettant l'accent sur plusieurs points :

- La mise en place d'un dialogue de facilitation (nommé le Talanoa Dialogue³)
- la création d'un programme de travail permanent sur l'agriculture, qui était discutée depuis des années sans parvenir à une décision.
- La création d'une plateforme de dialogue avec les communautés locales et les populations indigènes.

Le Brésil et les pays en développement ont également centré les négociations sur le financement climat (qui met quelle somme d'argent à disposition des pays en développement, sous quelle forme et à quel moment). C'est un des sujets qui a le plus bloqué lors de cette négociation, les pays en développement demandant plus

³ Le Talanoa dialogue, c'est le processus de dialogue international pour parvenir à un consensus mondial sur le besoin **de réviser à la hausse les ambitions** de chaque partie (exprimées en INDCs à l'occasion de la Cop21 à Paris). Le Talanoa dialogue va commencer dès janvier 2018 et s'étaler sur une année complète jusqu'à la Cop24 qui se tiendra en Pologne.

de prévisibilité aux pays développés, conformément à l'Accord de Paris, tandis que les pays riches ont fait valoir des arguments de difficulté politique à communiquer à l'avance les montants qui seront dédiés à l'aide climatique.

Au niveau national, le Brésil s'est engagé :

- à baisser ses émissions de gaz à effets de serre de 43 % d'ici à 2030,
- à lancer un ambitieux plan pour une agriculture « bas carbone ».

Champion de l'agriculture intensive et de la monoculture en Amérique latine, le Brésil a entamé une révolution. Face aux premiers effets du changement climatique – aridité accentuée dans le nord-est, pluies intense, le gouvernement, en partenariat avec l'Institut brésilien de recherches agricoles (l'Embrapa), a changé complètement sa stratégie pour adopter une « Agriculture Bas Carbone » (Plan ABC). Il s'agit d'une technique d'Intégration Culture-Élevage-Forêt (ILPF) qui alterne l'élevage de bovins pendant la période sèche et la culture de légumineuses l'été sur une parcelle où sont plantés des eucalyptus, qui génèrent des revenus à la coupe, enrichissent la terre, captent les émissions de gaz émis par les bovins et leur offrent des zones ombragées. Les matières organiques des bovins permettent eux de nourrir les sols et de retenir les nutriments dans la terre. Développée en 2005 par l'Embrapa dans la région Centre-Ouest, cette technique a déjà été appliquée sur 11,5 millions d'hectares en une dizaine d'années. Le but : réduire d'ici à 2030 les émissions de gaz à effet de serre de quasi 300 millions de tonnes équivalent CO₂, soit près de 13 % des émissions totales du Brésil en 2016.

LE CANADA

Pour rappel, la contribution du Canada (NDC) soumise pour la Cop21 consistait à réduire les émissions de GES de 30% au-dessous des niveaux de 2005 avant 2030 (avec un objectif d'émission de 621 MtCO₂e excluant LULUCF⁴ soit, en réalité, une réduction des émissions domestiques de 14% par rapport à 2005 et une augmentation de 4% par rapport à 1990). Le Canada avait également annoncé explorer l'utilisation de mécanismes internationaux de compensation (marché carbone etc.). Deux mesures jugées très insuffisantes par les experts et dénoncées unanimement par les pays pauvres les pays en développement et par les ONG.

A Bonn, le Canada était représenté par Catherine McKenna, ministre de l'Environnement et du Changement climatique :

1. Seule avancée notable à la COP23, l'annonce du lancement par le Royaume-Uni et le Canada d'une coalition pour la sortie du charbon baptisée « Powering Past Coal Alliance » autrement dit « l'Alliance pour la sortie du charbon ». Elle compte 25 membres, dont des collectivités locales et plus d'une vingtaine de pays. La Chine, l'Inde et les USA les plus gros pollueurs de la planète) n'en font pas partie, mais l'alliance a été rejointe, entre autres par, le Danemark, les Pays-Bas, la Finlande, le Mexique, le Costa Rica et la Nouvelle-Zélande, et aussi par la France. Les partenaires de l'alliance comprennent diverses administrations, entreprises et organisations qui se sont unifiées pour prendre des mesures visant à accélérer la croissance écologique et la

⁴ LULUCF signifie "utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie." C'est un des secteurs compris dans la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, qui mesure et comptabilise les émissions et l'absorption de carbone par les terres cultivées et les forêts. LULUCF est un secteur essentiel des pays à forêts immenses comme le Canada, la Russie, le Brésil pour attendre l'objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre sous le niveau de 1990. LULUCF est un secteur particulier par ce qu'il mesure non seulement les émissions, mais aussi les absorptions de carbone (les arbres absorbent et stockent une grande quantité de carbone, qui sera à nouveau relâché dans l'atmosphère quand l'arbre meurt ou est supprimé). Lorsque LULUCF absorbe plus de carbone qu'il n'émet, on parle d'un « puit de carbone ». LULUCF a le potentiel d'absorber beaucoup de carbone, et les forêts sont actuellement en dessous de leur seuil de stockage maximum. Mais ce potentiel devient dangereux si les états membres font l'erreur de penser que l'absorption de carbone annule ou « compense » les émissions de carbone des autres secteurs. Car il ne prend pas en compte que l'absorption de carbone par les arbres est temporaire alors que les émissions dû au combustibles fossiles reste dans l'atmosphère pour des milliers d'années.

protection du climat par le retrait progressif et rapide de l'alimentation traditionnelle au charbon. Les ministres canadienne et britannique veulent inciter les autres pays à se doter d'un plan afin de ne plus construire de centrales au charbon sans mode de récupération et de mettre fin éventuellement aux autres actuellement en activité. Les centrales au charbon sans mode de récupération sont celles qui n'enfouissent pas le carbone, ce qui émet beaucoup plus de gaz à effet de serre que celles munies d'une telle technologie. Le charbon, première source d'électricité dans le monde (40%) est l'énergie la plus dommageable pour le climat et la qualité de l'air, la plus polluante et la moins chère. Elle donc est au cœur de la bataille contre le réchauffement.

2. Concernant la politique intérieure : Depuis 2015, le gouvernement fédéral conservateur a changé avec l'élection du Premier ministre libéral Justin Trudeau, ouvertement pro-climat. Trudeau a lancé en juin 2016 un programme « Cadre pan-canadien sur la Croissance Propre et le Changement climatique » qui doit faire en sorte de réduire plus fortement les émissions de GES, fixer un prix du carbone et mettre en place un plan de suppression progressive des centrales traditionnelles à charbon. Le 11 mai 2017, le Canada a soumis une NDC révisée qui contient des mesures plus ambitieuses encore en tenant compte de l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie (LULUCF). Avec cette nouvelle politique mise en place depuis 2016, les experts estiment que les émissions de gaz à effet de serre atteindraient 507-591 MtCO_{2e} (excluant LULUCF) en 2030, ce qui permettrait au Canada de réaliser son objectif fixé à Paris. Cependant, les mesures incluent des crédits carbone internationaux, ce qui signifie que les réductions d'émission ne sont pas uniquement le résultat d'efforts de réduction domestiques. De plus, le Canada ne dit pas clairement combien de crédits carbone vont être achetés. En tout cas, les effets de cette nouvelle politique sont estimés à une réduction de 1-15 % par rapport à 1990 et à une réduction de 18-30 % par rapport à 2005.
3. Les autres annonces :
 - lancement de la plateforme des collectivités locales et des peuples autochtones, qui donne voix au chapitre aux peuples autochtones,
 - proposition d'un plan d'action visant l'égalité entre les sexes,
 - l'engagement à verser 2,65 milliards de dollars pour aider les pays en développement dans leurs efforts d'atténuation et d'adaptation,
 - L'engagement à verser 10 millions de dollars pour aider la Jamaïque à construire le premier parc éolien privé.
4. Au total : Le Canada doit faire plus pour atteindre sa cible de réduction de GES en 2030 et s'adapter aux impacts des changements climatiques, en mettant en œuvre rapidement les mesures annoncées dans le Cadre pan-canadien sur la croissance propre et les changements climatiques. Malgré de nombreux retards par rapport aux objectifs fixés, ce nouveau plan climat a cependant nettement amélioré la collaboration entre le fédéral, les provinces et les territoires en matière de changements climatiques. La balle est donc dans le camp du gouvernement canadien pour améliorer significativement son action climatique sur son territoire et clarifier sa position par rapport au marché carbone.

LES PETITS ETATS INSULAIRES : IL Y A URGENCE !

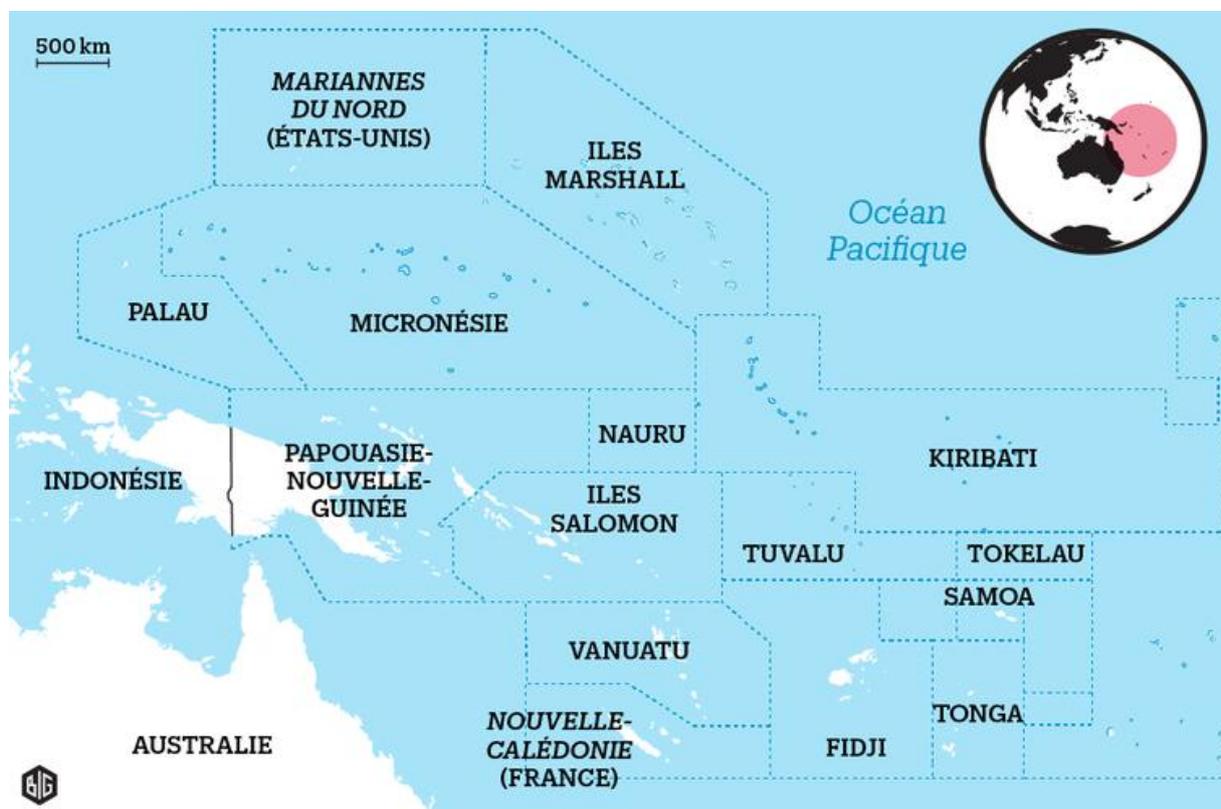
(Pour approfondir, voir : <http://accs.ens-lyon.fr/accs/thematiques/eedd/simulation-des-conferences-des-parties-sur-le-changement-climatique/position-des-parties-sur-le-climat/petits-etats-insulaires>)

49 pays sont classés par la Convention des Nations Unies comme étant les plus pauvres (**Least developed countries ou LDC, PMA en français**) et bénéficient d'une considération spéciale du fait de leur extrême vulnérabilité et de leurs faibles capacités à répondre aux changements climatiques. Très peu émetteurs de GES, ils veulent adopter un autre modèle de développement que celui, très polluant, des pays industrialisés, et annoncent des engagements bien supérieurs à leur respons

Parmi ces pays vulnérables l'**Alliance des petits États insulaires (AOSIS en anglais)** sont parmi les pays les plus vulnérables face aux changements climatiques Fondée en 1990, c'est une coalition de 43 pays à faible élévation côtière et de petites îles (1% de la population mondiale), particulièrement vulnérables à la montée du niveau de la mer. C'est l'ensemble des pays en première ligne face aux effets du changement climatique : Maldives,

Haïti, Kiribati, Tuvalu... Cette alliance se fait entendre depuis Copenhague et pousse pour les positions les plus radicales dans les négociations climat : pour un accord contraignant, pour la mise en place d'un fonds d'indemnisation des dégâts liés au réchauffement climatique, d'un fonds d'urgence pour la protection sociale des plus démunis, en faveur d'un objectif de long terme ambitieux, visant le 1,5°C d'augmentation des températures par rapport à l'ère préindustrielle comme seuil maximal à ne pas dépasser. Très ambitieux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, les AOSIS (le Climate Vulnerable Forum <https://thecvf.org/>) se sont engagés, lors de la COP22 à Marrakech, à relever leur ambition avant 2020 et à atteindre au plus vite 100 % d'énergies renouvelables dans leur mix énergétique.

Parmi eux, les nations du Pacifique investissent dans le tourisme pour développer leurs ressources, avec un million de visiteurs potentiels annuels d'ici 2040, générant des revenus d'1,6 milliard de dollars et 110 000 emplois. Or, les îles du Pacifique vont être les plus frappées par les effets du changement climatique, menaçant même des populations entières de relocalisation (selon le dernier rapport de la banque mondiale sur les [îles du pacifique](#)). Selon le rapport, dans les prochaines années, les minuscules îles du Pacifique auront des gros besoins en matière d'aide internationale pour faire face au changement climatique qui va frapper la région très durement. «*Il pourrait y avoir des conséquences plus désastreuses sur les îles du Pacifique que sur tout autre pays au monde*». Les îles Fidji l'ont rappelé pendant toute la durée de leur mandat de présidence de la COP23, la première "COP du Pacifique".



Îles englouties

Dans le scénario le plus optimiste, la montée des eaux devrait approcher les 40 centimètres d'ici 2100. Dans le scénario le plus pessimiste - 126 cm à la même échéance - de vastes zones habitables seraient englouties dans des îles de basse altitude comme Kiribati, les Marshall et Tuvalu. Les îles de l'océan Pacifique, on en compte 20 000 à 30 000, devront notamment construire des digues afin de protéger leurs côtes.

Le rapport signale que les pays concernés ne pourront pas financer eux-mêmes ces travaux. Et ce surtout si l'élévation du niveau des eaux suit le scénario le plus pessimiste : les dépenses devront être quatre fois plus importantes que dans le meilleur des scénarios. Le document précise que plusieurs Etats, dont la France, ont déjà abandonné l'idée de protéger l'ensemble des côtes de leurs îles et se concentrent sur certaines zones

prioritaires: «*La communauté internationale devra en conséquence peser le pour et le contre, entre d'importants investissements initiaux pour la construction (...) et des programmes d'urgence de secours et de reconstruction quand le désastre aura frappé.*»

Le changement climatique est déjà visible dans la région, avec l'érosion côtière, la contamination des terres agricoles et l'eau potable par le sel, ainsi qu'une pluviométrie imprévisible qui provoque inondations et sécheresse. Pourrait en résulter une baisse des rendements agricoles (manioc, maïs, riz, canne à sucre...) d'ici 2050. Le rapport préconise donc la mise en place de «*systèmes agricoles plus résistants à ces multiples changements*» et utilisant par exemple de nouvelles variétés de plantes.

Relocalisation de la population

Le Pacifique est souvent frappé par des cyclones mais le rapport prévient que les tempêtes de catégorie 5, les plus destructrices, vont devenir plus fréquentes, affectant d'autant plus une région aux ressources économiques déjà faibles. Le cyclone Pam qui a frappé le Vanuatu en 2015 a par exemple détruit l'équivalent de 64% du PIB de l'archipel. La Banque mondiale estime qu'il faudrait 10 à 50 millions de dollars (8,3 à 41 millions d'euros) par an et par atoll pour faire face à la montée des eaux, somme que la communauté internationale ne serait pas en mesure d'assumer.

Kiribati (110 000 habitants) et Tuvalu (12 000 habitants), qui ne sont qu'à quelques mètres au-dessus du niveau des eaux, pourraient être contraintes d'envisager l'évacuation totale de leur population. L'Australie et la Nouvelle-Zélande, les pays les plus riches de la région, pourraient les aider en offrant à leurs habitants l'accès à leur marché du travail. «*Cela permettrait une émigration graduelle, cela serait préférable et moins coûteux qu'une évacuation de dernière minute, qui nécessiterait une aide d'urgence considérable et serait difficile à gérer*», ajoute la Banque mondiale.

Pour la présidence fidjienne de la COP23 et les Nations Unies, des négociations d'urgence doivent avancer sur plusieurs fronts au-delà de beaux discours :

- l'agriculture et la sécurité alimentaire,
- les droits des peuples autochtones,
- la reconnaissance que les changements climatiques affectent directement la vie et l'avenir des populations,
- la solidarité internationale envers les plus pauvres,
- la question des financements, sur laquelle la présidence fidjienne s'est heurtée au manque de volonté politique des pays,
- l'océan

Parmi ces fronts, quatre grandes actions à mener d'urgence :

1. L'enjeu du financement pour l'adaptation est essentiel car ce sont les pays les plus pauvres qui sont les plus exposés aux chocs climatiques et les plus vulnérables : il faut des politiques de développement solidaire et durable.

Condition avancée par les pays en développement et les pays les plus pauvres : tenir la promesse formulée dès 1992 de fournir une aide financière et technologique. Promesse concrétisée à Copenhague en 2009 de mobiliser 100 milliards de dollars d'ici à 2020. Ce volet financier est et sera donc l'élément déterminant des négociations entre pays industrialisés et pays en développement, dont certains sont très vulnérables (LDC) et les premières victimes du dérèglement climatique. Soit, il faut arriver à débloquer les 100 milliards de dollars par an comme cela a été promis à Copenhague. Tout en sachant que cette somme est loin de ce qu'il faudrait mettre sur la table pour éviter l'emballement climatique. Les coûts de l'adaptation pourraient atteindre, à l'échelle mondiale, 150 milliards de dollars par an d'ici à 2030 et 500 milliards de dollars annuels d'ici à 2050, si rien n'est fait pour infléchir la tendance

Les grands émetteurs de gaz à effet de serre, dont l'Union européenne, manquent toujours cruellement d'ambition politique et les actes ne sont pas suffisants pour rectifier le tir bien avant 2020. Les pays n'ont donc plus le choix et doivent cesser de se cacher derrière des postures de négociations, pour accélérer la transition vers un futur 100 % renouvelable.

Or, les pays riches persistent à ne pas engager leur solidarité envers les populations les plus pauvres et respecter l'objectif de 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020. Des engagements sont indispensables pour soutenir les populations victimes des conséquences inévitables des changements climatiques.



George Nacewa, militant témoin venu des Fidji, menacées par la montée des eaux, le 24 septembre. Photo William Beaucardet
Des Fidji aux Kiribati, en passant par les îles Marshall, leurs micro-Etats subissent, en première ligne, les impacts de ces dérèglements, avec des océans dont le niveau pourrait monter de 86 centimètres d'ici la fin du siècle. Les plages qui disparaissent, les côtes érodées, les coraux fracassés, les maisons inondées, l'eau potable contaminée par le sel, l'alimentation menacée... Depuis quelques mois, ces jeunes organisent des actions pour dénoncer la responsabilité de l'homme dans ces bouleversements qui hypothèquent l'avenir de leurs îles. En encerclant en canoë, par exemple, des ports australiens exportateurs de charbon. Ils ne veulent pas être vus comme des victimes mais, jouant sur l'oxymore, comme des «guerriers du Pacifique» (*Pacific climate warriors réunis par l'ONG 350.org*).

- 2. Relier la préservation des océans et la lutte contre le réchauffement.** Un partenariat mondial a été lancé, faisant suite à la conférence internationale pour les océans qui s'est tenue en juin 2017, partenariat qui évoque la perspective de faire entrer la préservation des océans dans l'agenda des négociations techniques de l'UNFCCC.
- 3. Positionner les îles du Pacifique sur le devant de la scène internationale :** Au-delà de l'agenda des négociations, la COP23 est également l'occasion pour les petits états insulaires de faire entendre leur voix avec plus d'aplomb. Tout premier État insulaire à occuper les fonctions de présidence de la COP, les îles Fidji orientent les débats et l'attention internationale sur la vulnérabilité des îles du Pacifique face à la montée des eaux et la nécessité d'accentuer les efforts entrepris jusqu'à présent. « *Les enjeux pour nous sont extrêmement importants, spécialement pour nos amis des îles Marshall, Tuvalu et Kiribati, dont l'existence même est menacée. Mettre en œuvre l'accord de Paris est crucial, mais pas suffisant pour nous sauver. Nous devons aussi convaincre le reste du monde d'aller encore plus loin* », a déclaré Frank Bainimarama lors du discours d'ouverture d'un rassemblement préparatoire à la COP le 16 octobre 2017. Experts et ONG s'accordent tous sur le fait que **le réchauffement climatique devra être limité à 1,5°C** pour éviter aux îles et littoraux les plus menacés d'être rayés de la carte, alors que l'Accord de Paris se limite toujours pour le moment à un seuil de 2°C.

Des actes concrets et des avancées techniques sont attendus pour faire en sorte que l'Accord de Paris ne soit pas juste une coquille vide, et pour encourager les participants comme l'ensemble des acteurs non-étatiques à s'engager davantage pour le climat et la planète. « *L'Accord de Paris nous a fourni de grandes lignes, mais il n'est ni concret, ni transparent. Les COP 23 et 24 vont déterminer comment les pays sont redevables et doivent aussi faire en sorte que les citoyens aient leur mot à dire. Et sur ce point, les habitants des îles pacifiques sont en première ligne pour témoigner des conséquences du changement climatique* » (Lucile Dufour, Réseau Action Climat).

4. Encourager le rôle croissant des acteurs non-étatiques et des autorités locales : Alors que les Etats sont loin de s'exprimer d'une même voix sur le sujet (le retrait des Etats-Unis encourage en ce sens les autres États à user des flexibilités de l'Accord afin d'échapper à leurs responsabilités de réduire leurs émissions), la COP23 de Bonn accorde une attention toute particulière [aux acteurs non étatiques \(américains notamment\)](#) qui se sont engagés à redoubler d'efforts pour respecter les engagements de l'Accord de Paris (les autorités locales (villes, régions, départements))

La mobilisation des grandes agglomérations comme Paris, Londres, Karachi, Montréal, Rio de Janeiro, Melbourne, Chicago, Varsovie, Tokyo, Buenos Aires, San Francisco, Le Cap, Vancouver, Séoul, Sydney, Washington, Madrid, Paris ou [Los Angeles](#) (toutes réunies au sein du réseau de villes C40 et qui représentent à elles seules plusieurs centaines de millions d'habitants) ne doit pas être sous-estimée. Créé il y a dix ans par Ken Livingstone, alors maire de Londres, pour fédérer les initiatives des grandes métropoles et lutter contre le réchauffement climatique, ce réseau a pour but d'accélérer la mutation écologique à l'échelle des villes et vise donc à développer et mettre en place des mesures politiques et des programmes afin d'aboutir à des réductions notables du gaz à effet de serre et des risques climatiques.

<http://lenergeek.com/2017/06/09/climat-etats-unis-europe-villes-americaines/>

<http://lenergeek.com/2017/07/28/californie-mesures-climatiques-energies-vertes-lutte-pollution/>

LE MAROC

A la veille de la Cop23, le classement de [Climate Action Tracker](#) (CAT), une alliance de quatre organismes de recherche sur le climat qui juge les actions et engagements des Etats, a qualifié le Maroc, seul pays modèle en matière de lutte contre le réchauffement.

En effet, ce pays a promis en 2016 de réduire de 42% ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 par rapport à 2010, alors qu'il n'en annonçait que 13% en 2015. En outre, le Maroc veut que plus de la moitié de son électricité soit produite à partir d'énergie renouvelables, notamment solaire, éolienne et hydraulique. Les efforts du Maroc sont tels que son roi, Mohammed VI a même été qualifié de «roi vert».

<http://www.leconomiste.com/article/1020457-cop23-maintien-du-rayonnement-international-du-maroc>

L'AFRIQUE

Les Africains déçus par les promesses des pays riches :

Deux ans après l'Accord de Paris conclu à la COP21, l'Afrique continue d'unir ses forces, misant notamment sur les partenariats pour mettre les pays développés face à leurs responsabilités et à leurs engagements en matière de financement, et inciter les pays du continent à poursuivre une trajectoire de développement sobre en carbone et appliquer ses Contributions déterminées au niveau national.

La Journée de l'Afrique est célébrée tous les ans à la COP depuis la COP17 à Durban, lancée conjointement par la BAD, la CUA, la CEA et le NEPAD. Ces institutions n'ont de cesse de défendre les intérêts des 54 pays d'Afrique, l'un des continents les plus exposés aux changements climatiques alors qu'il contribue pour 3 % à peine aux émissions de gaz à effet de serre dans le monde. Le Mercredi 15 novembre 2017, la COP23 a célébré la Journée de l'Afrique avec pour thème : " **Partenariats pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris : la réponse de l'Afrique**», à l'initiative conjointe de la Banque africaine de développement (BAD), de la Commission de l'Union africaine (CUA), de la Commission économique pour l'Afrique de l'ONU (CEA) et du Nouveau partenariat pour l'Afrique (NEPAD).

Peu d'avancées en matière de solidarité Nord-Sud

Malgré tous ces efforts et ceux des îles Fidji, les négociateurs des pays africains déplorent le manque de solidarité du Nord, plus riche et industrialisé depuis longtemps. Les délégations Africaines s'étaient déplacées en masse pour cette COP23 mais le bilan qu'ils en font est assez décevant. Parmi les frustrations, le peu d'avancées en matière de solidarité Nord-Sud, notamment financière. Les financements, qui seront au cœur du sommet climat du 12 décembre à Paris, n'étaient pas officiellement à l'ordre du jour de cette COP.

Le Soudanais Mohamed Kabbar a lancé un appel aux riches nations industrialisées : « **Là où il y a de la volonté, il y a mille ressources ; là où il n'y en a pas, il y a mille prétextes.** ». Un dicton africain, a-t-il précisé, « plutôt fidèle à la situation globale dans laquelle nous nous trouvons : 43 pays d'Afrique, soit plus de 78 % du continent, ont ratifié l'Accord signé lors de la COP21, à Paris. Or, nos pays n'ont bénéficié que de 3,9 % des 100 milliards du Fonds d'adaptation au réchauffement climatique. Le mien en particulier, le Soudan, meurt de la sécheresse. »

Sécheresses, inondations, élévation du niveau de la mer, épisodes climatiques extrêmes qui menacent la sécurité alimentaire des populations..., la "facture" du changement climatique se révèle bien élevée pour l'Afrique. Sur les 10 pays au monde considérés comme les plus menacés par le changement climatique, 7 sont africains : la Centrafrique, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Nigeria, la Sierra Leone, le Sud-Soudan et le Tchad.

Dans les couloirs de la « Bula zone », où se tenaient les négociations, le sentiment à la clôture était à la déception de la COP23. « *C'est comme si le cœur n'y était pas*, confiait le Malien Seyni Nafo, chef du groupe des pays africains. *Il y a comme un attentisme, chacun s'observe dans les négociations. Quand un des acteurs ne joue pas sa partition, il n'y a plus d'émulation* », estime ce dernier, en référence à l'administration américaine, qui a réitéré à la tribune son intention de quitter l'Accord de Paris.

L'Afrique organise le financement sur le continent

le lancement officiel de la Plateforme africaine pour les Contributions déterminées au niveau national (Africa NDC Hub), une initiative de la Banque Africaine de Développement (BAD) est destinée à aider les pays d'Afrique à appliquer leurs Contributions déterminées au niveau national (CDN) respectives.

L'urgence se fait d'autant plus aiguë pour l'Afrique l'une des régions au monde les plus vulnérables aux effets du changement climatique, comme en témoigne encore la terrible sécheresse qui a sévi en Afrique de l'Est cette année 2017. En 10 ans, entre 1995 et 2015, le continent a subi 136 épisodes de sécheresse, dont 77 dans la seule région de l'Afrique de l'Est. Des épisodes aux conséquences dramatiques qui pourraient être limités si les objectifs des négociateurs africains étaient atteints à Bonn. Leurs attentes ? Plus de transparence sur le financement de l'atténuation des GES, et des réponses quant au financement de l'adaptation.

L'Afrique lance AAA : l'adaptation de l'agriculture africaine (AAA)

L'initiative AAA s'attelle à promouvoir des solutions innovantes en termes de gestion des sols, de fertilité des cultures, de gestion de l'eau agricole ou encore de promotion de l'agroforesterie. Elle propose également des solutions pour le financement des petits agriculteurs. Les 54 pays africains n'ont pas tous les mêmes problématiques, mais tous ont la possibilité de s'appuyer sur des propositions concrètes. « La manière la plus concrète de célébrer une COP de l'action est d'avoir un portefeuille de projets conséquent », analyse Seyni Nafo, président du groupe Afrique dans les négociations climatiques. En novembre 2016, ce dernier avait recueilli 130 projets venant des 54 États africains. Pour mener les actions, il faut des fonds, et pour les obtenir, il faut également répondre à certaines exigences. Lors de la COP22, Le négociateur malien comptait bien obtenir 4,3 milliards de dollars pour les projets africains.

Le groupe des négociateurs africains en coalition avec le Groupe des 77 + Chine demande donc plus de transparence et d'explications dans l'accord de Paris pour financer l'adaptation, les transferts de technologies, les moyens de réductions de gaz à effet de serre. Le groupe sollicite également des financements privés. Par

exemple, la Banque mondiale et l'Agence française de développement (AFD) ont affirmé leur soutien à l'initiative pour l'Adaptation de l'Agriculture Africaine (AAA) pour doter le continent d'une agriculture intelligente et résiliente face au changement climatique.

Confortée par des résultats tangibles avec des projets concrets dans pas moins de treize pays africains, l'initiative AAA lancée il y a plus d'un an dans le cadre de la COP22, incite ces deux bailleurs de fonds à adhérer activement à ses actions visant à réduire la vulnérabilité de l'Afrique et de son agriculture aux changements climatiques. Si la Banque mondiale est déjà engagée financièrement dans certains projets de la Triple A, l'AFD ne va pas tarder à lui emboîter le pas et s'engage à officialiser cet engagement lors de l'anniversaire de la COP21 à Paris en décembre. Ce que les négociateurs et dirigeants Africains espèrent.

L'Afrique dénonce le marché carbone :

La Commission européenne a décrit le changement climatique comme «l'une des plus graves menaces environnementales, sociales et économiques pour la planète». Pour FERN, essayer de lutter contre cette menace par un mécanisme de marché permettant de poursuivre les émissions d'un côté pour soi-disant les réduire de l'autre relève de l'absurde. Des réductions doivent intervenir partout, en particulier dans les pays industrialisés. Et ce, dès maintenant. Au lieu de consacrer notre temps, notre argent et nos efforts à la mise en place d'un nouveau système d'échange de quotas d'émission à l'échelle mondiale, nous devrions investir dans de véritables réductions des émissions et créer des infrastructures d'énergies et de transports peu consommatrices de carbone.

L'Afrique s'engage au plan local et territorial :

Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLUA), qui réunit les autorités locales, a de nouveau plaidé pendant la COP23 pour que les collectivités locales africaines aient un accès plus aisé aux ressources financières mises à disposition par le Fonds vert climat.

Le Fonds vert climat a été mis en place pour permettre d'agir. La souscription, c'est 100 milliards de dollars par an: 50% pour l'atténuation, 50% pour l'adaptation. Cependant, moins de 2% des ressources mises à disposition par ce fonds ont atteint l'Afrique dit Jean-Pierre Elong Mbassi, le secrétaire général de l'organisation panafricaine.

Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique a récemment démontré aux Etats qu'il n'y a pas de mise en œuvre des engagements nationaux sans dimension locale. Par conséquent, l'organisation CGLUA souhaite que les collectivités locales soient partie prenante de l'agenda climat parce qu'au moins 60% des émissions de gaz à effet de serre et 60 à 80% des impacts du changement climatique se ressentent dans les villes et territoires.

Aussi, les autorités locales souhaitent-elles, en premier lieu, qu'il y ait un programme important de mise à niveau des collectivités locales d'Afrique afin qu'elles préparent des dossiers éligibles au Fonds vert climat. Il faut donc un programme de renforcement des capacités et un autre d'assistance technique.

leurs doléances ont déjà été présentées à la COP22 sans qu'ils n'obtiennent de réponse claire. Ils ont réitéré leurs demandes auprès de la COP23 en espérant avoir une réponse plus claire. Cela n'a pas été le cas. Nous allons poursuivre les discussions avec le Fonds vert.

<https://www.mediaterre.org/actu,20171109092102,11.html>

<https://www.mediaterre.org/actu,20171109092102,11.html>

<http://mapecology.ma/initiatives/cop23-appui-de-bm-de-lafd-a-linitiative-triple-a-promotion-dune-agriculture-africaine-intelligente/>

<http://www.aaainitiative.org/fr>

LE FERN

En 2004, FERN a co-fondé le Durban Group for Climate Justice, un groupe d'organisations pour qui la politique en matière de climat ne doit pas se cantonner au marché du carbone, mais chercher à mettre fin à la dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles. Nous démontrons comment le marché du carbone retarde les mesures visant à mettre fin à cette dépendance et fait ainsi oublier le besoin urgent de réduire

considérablement les émissions de gaz à effet de serre, en particulier dans les pays industrialisés. FERN soutient également les organisations qui dénoncent l'impact des projets de compensation des émissions sur les communautés locales.

LULUCF signifie "utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie." C'est un des secteurs compris dans la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, qui mesure et comptabilise les émissions et l'absorption de carbone par les terres cultivées et les forêts. LULUCF est un secteur essentiel pour atteindre l'objectif de l'UE d'ici 2030, qui est de réduire les émissions de gaz à effet de serre émit par l'UE à moins de 40% sous le niveau émit en 1990.

LULUCF est un secteur particulier par ce qu'il mesure non seulement les émissions, mais aussi les absorptions de carbone. Comme les arbres absorbent et stockent une grande quantité de carbone, qui sera à nouveau relâché dans l'atmosphère quand l'arbre meurt ou est supprimé.

Dans l'UE, LULUCF absorbe plus de carbone qu'il n'émet, en faisant donc un puit de carbone. LULUCF a le potentiel d'absorber encore plus de carbone, comme le est actuellement en dessous de son seuil de stockage maximum. Mais ce potentiel deviens dangereux si les états membres font l'erreur de penser que l'absorption de carbone annule ou « compense » les émissions de carbone des autres secteurs.

Ceci ne prend pas en compte que l'absorption de carbone par les arbres est temporaire alors que les émissions dû au combustibles fossiles reste dans l'atmosphère pour des milliers d'années.

<http://www.fern.org/fr/campaign/forests-and-climate/que-signifie-lulucf-sous-titres-fran%C3%A7ais>